
Arrêté n° 57/MRA/DPA/PF du 9 septembre 2005, portant création et organisation du Projet de sécurisation de l'élevage et de l'agriculture urbaine à Niamey (PSEAU).

Le ministre des ressources animales,

Vu la Constitution 9 août 1999 ;

Vu l'ordonnance n° 99-56 du 22 novembre 1999, déterminant l'organisation générale de l'administration civile de l'Etat et fixant ses missions ;

Vu le décret n° 99-466/PCRN/MFT/E du 22 novembre 1999, fixant les modalités d'application de l'ordonnance n° 99-56 du 22 novembre 1999 ;

Vu le décret n° 2004-403/PRN du 24 décembre 2004, portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2004-404/PRN du 30 décembre 2004, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2005-042/PRN/MRA du 18 février 2005, déterminant les attributions du ministre des ressources animales ;

Vu le décret n° 2005-91/PRN/MRA du 22 avril 2005, portant organisation du ministère des ressources animales ;

Vu la convention de financement n° CNE 3011 (FSP 2002-121), signée le 30 juin 2005 par le ministre de l'économie et des finances du Niger et le directeur de l'Agence française de développement (AFD) au Niger ;

Sur proposition du directeur de la production animale et de la promotion des filières ;

Arrête :

Chapitre I – De la création et de l'objet

Article premier – Création

Il est créé sous la tutelle administrative et technique du ministère des ressources animales (MRA) un projet dénommé « Projet de sécurisation de l'élevage et de l'agriculture urbaine à Niamey (PSEAU) ». Le projet est financé par l'Agence française de développement (AFD).

Art. 2 – Objet

Le PSEAU a pour objet l'amélioration de la sécurité alimentaire de la population de Niamey en contribuant à la réduction des importations de produits alimentaires.

2.1 Objectif principal

Le PSEAU vise à améliorer l'approvisionnement alimentaire de la ville de Niamey (qualité, volume, coût et régularité) à partir de systèmes de production urbains durables.

2.2 Objectifs spécifiques du projet

Les objectifs spécifiques du projet sont :

Composante 1 (élevage)

- favoriser la concertation et la négociation entre les acteurs des deux filières en vue de l'orientation des actions ;
- réaliser un diagnostic participatif et opérationnel des systèmes de production et de commercialisation des produits laitiers et avicoles ;
- repérer et mettre au point des innovations technico-économiques répondant aux besoins des acteurs et visant à améliorer les performances de chacune des filières (lait et aviculture) ;
- mettre en place des dispositifs d'appui conseil sous la responsabilité des acteurs des deux filières.

Composante 2 (maraîchage)

- animer la concertation et la négociation entre les acteurs de la filière maraîchère en vue d'améliorer les conditions de production, de commercialisation et de transformation des produits maraîchers ;
- identifier et caractériser de façon détaillée les acteurs de la filière maraîchère ainsi que leurs fonctions ;
- repérer et mettre au point des innovations technico-économiques répondant aux besoins des acteurs et visant à améliorer les performances de leurs activités ;
- mettre en place des dispositifs d'appui conseil, sous la responsabilité des acteurs de la filière.

Composante 3 (foncier)

- réaliser des diagnostics participatifs ;
- réaliser une cartographie dynamique des sites pilotes retenus par les composantes 1 et 2 ;
- appuyer la réalisation d'actions collectives ;
- contribuer à la définition d'un cadre réglementaire adapté ;
- contribuer à la création d'un observatoire national du foncier urbain et périurbain.

Composante 4 (coordination)

- élaborer un code de financement des fonds d'investissement mis en place pour chaque composante ;
- définir un dispositif de suivi évaluation ;

- préparer et animer les réunions du comité de pilotage

Art. 3 – Composantes

Le projet est structuré en quatre composantes.

1. appui à l'élevage laitier et à l'aviculture moderne autour de l'agglomération de Niamey ;
2. appui au maraîchage urbain ;
3. appui à la mise en place de schémas concertés d'aménagement des zones agricoles de la Communauté urbaine de Niamey ;
4. coordination et gestion du projet.

Chapitre II – Du pilotage et de la mise en œuvre du projet

Art. 4 – Organisation modalités des réalisations du projet

Le ministère des ressources animales est le maître d'ouvrage du projet.

L'exécution du projet est confiée aux organes suivants par le maître d'ouvrage :

- un comité de pilotage dont la composition, les attributions et le fonctionnement seront précisés par arrêté du ministre des ressources animales ;
- un opérateur financier et administratif qui sera recruté par le maître d'ouvrage ;
- une équipe de coordination composée d'un coordonnateur nigérien et d'un assistant techniques français ;
- trois (3) cellules de suivi et de capitalisation des résultats du projet :

a) une loge au ministère des ressources animales pour la composante 1, chargée du suivi capitalisation et qui assurera la fonction de point focal du projet auprès du maître d'ouvrage. Le responsable est nommé par arrêté du ministre des ressources animales ;

b) une cellule pluridisciplinaire pour la composante 2, comprenant des représentants de DEP/MDA, Agrhyment, INRAN, Faculté d'agronomie de l'Université Abdou Moumouni Dioffo de Niamey. La coordination de cette cellule est assurée par le représentant de la DEP/MDA. Le coordonnateur de la cellule est nommé par arrêté du ministre du développement agricole ;

c) une cellule pour la composante 3, basée au secrétariat permanent du Code rural et dont le responsable est nommé par arrêté du ministre du développement agricole.

Chapitre III – Des dispositions diverses

Art. 5 – Le coordonnateur du projet recruté par appel à candidature est reconduit dans ses fonctions par arrêté du ministre des ressources animales.

Art. 6 – Les traitements et salaires du personnel local seront pris en charge par le projet conformément aux textes en vigueur et à la convention de financement du projet.

Art. 7 – Le secrétaire général du ministère des ressources animales est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal Officiel* de la République du Niger.

Abdoulaye Djina.